

# Guy Millière : la France est au bord de l'effondrement total

écrit par Marcher sur des oeufs | 7 décembre 2016



La France ne l'a pas perçu à l'époque, mais elle s'est placée dans un piège, et le piège se referme.

- La France ne l'a pas perçu à l'époque, mais elle s'est placée dans un piège, et le piège se referme.
- Dans les années 1970, les Palestiniens ont commencé à utiliser le terrorisme international, et la France a choisi d'accepter ce terrorisme pour autant que la France ne soit pas touchée. Dans le même temps, la France a accueilli une immigration de masse venue du monde arabo-musulman, bien sûr imprégnée de la volonté musulmane d'épandre l'islam. La population musulmane en France a depuis connu une expansion numérique sans pour autant assimiler.
- Les sondages révèlent qu'un tiers des musulmans français veulent l'application intégrale de la charia islamique. Ils montrent également

qu'une majorité écrasante des musulmans français sont en faveur du djihad, et en particulier du djihad contre Israël, un pays qu'ils aimeraient voir effacé de la surface de la terre.

- « Il vaut mieux partir que fuir. » – a dit Sammy Ghazlan, président du Bureau national de vigilance contre l'antisémitisme. Il s'est fait agresser. Sa voiture a été incendiée. Il est parti.
- Villiers mentionne également la présence dans des « zones interdites » de milliers d'armes de guerre. Il ajoute que les armes n'auront probablement pas à être utilisées ; les islamistes ont déjà gagné.
- À l'origine, les rêves de la France ont été de se substituer à l'Amérique en position de puissance mondiale, de bénéficier d'un pétrole bon marché, de passer des contrats avec des pays islamiques riches en pétrole, et de pouvoir échapper au terrorisme intérieur.

La France est en ébullition. Les « migrants » arrivant d'Afrique et du Moyen-Orient sèment le désordre et l'insécurité dans de nombreuses villes. Le gigantesque bidonville communément appelé « la jungle de Calais » vient d'être démantelé, mais d'autres bidonvilles émergent chaque jour. Dans l'Est de Paris, des rues entières ont récemment été recouvertes de tôle ondulée, de toile cirée et de panneaux disjoints. La [violence](#) y règne. Les 572 « zones interdites » que compte le pays, officiellement définies comme « zones urbaines sensibles », continuent de croître, et les policiers qui s'en approchent en subissent régulièrement les conséquences. Voici peu, une voiture de police s'est trouvée prise dans une embuscade et a été [incendiée](#) sans que les policiers présents dans la voiture puissent sortir de celle-ci. Les policiers, s'ils sont attaqués, se voient [recommander](#) par leurs supérieurs de fuir plutôt que de riposter. De nombreux policiers, en colère face à l'obligation de se comporter comme des lâches, ont décidé de [manifester](#). Aucun attentat terroriste n'a eu lieu depuis l'assassinat d'un prêtre à Saint-Etienne-du-Rouvray, le 26 juillet 2016, mais les services de renseignement savent que des djihadistes sont revenus du Moyen-Orient et sont prêts à passer à l'acte ; ils savent aussi que des émeutes peuvent éclater n'importe où, n'importe quand, sous n'importe quel [prétexte](#).

Bien que submergé par une situation intérieure qu'il contrôle à peine, le gouvernement français entend toujours intervenir dans les dossiers internationaux : la création d'un « Etat palestinien » est sa cause préférée, et Israël son bouc émissaire favori.

Au printemps dernier, quand bien même la France et les territoires palestiniens étaient en état instable, le Ministre français des Affaires étrangères, Jean-Marc Ayrault, a [déclaré](#) qu'il était « urgent » de relancer le « processus de paix » et de créer un Etat palestinien. La France a donc convoqué une [conférence internationale](#), qui s'est tenue à Paris le 3 juin. Ni Israël ni les Palestiniens n'y ont été invités. La conférence a été un échec. Elle s'est achevée sur une [déclaration](#) vide parlant de la « nécessité impérieuse » d'aller « de l'avant ».

La France ne s'est pas arrêtée là. Le gouvernement français a décidé d'organiser une nouvelle conférence en décembre. Cette fois, [avec participation](#) d'Israël et des Palestiniens. Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, soulignant qu'Israël n'avait pas besoin d'intermédiaires, a refusé l'invitation. Les dirigeants palestiniens l'ont acceptée. Saeb Erekat, porte-parole de l'Autorité palestinienne, a félicité la France pour son initiative, et a ajouté, ce qui n'est pas surprenant,

que l'Autorité palestinienne avait « [suggéré](#) » l'idée de la conférence aux Français. Donald Trump est maintenant le président élu des États-Unis, et Newt Gingrich est à même de jouer un rôle clé dans l'administration Trump. Gingrich a [déclaré](#) il y a quelques années qu'il n'existe pas de « peuple palestinien », et a [ajouté](#) voici quelques jours que les implantations ne sont en aucun cas un obstacle à la paix. En ce contexte, la conférence de décembre, si elle a lieu, sera sans doute un autre échec.

Des diplomates français travaillent avec des responsables palestiniens à élaborer une [résolution](#) de l'ONU visant à la reconnaissance d'un Etat palestinien dans les « frontières de 1967 » (les lignes d'armistice de 1949), sans aucun traité de paix. Ils [espèrent](#) apparemment que le Président américain sortant Barack Obama n'utilisera pas le veto américain au Conseil de sécurité, ce qui permettrait l'adoption de la résolution. Il n'est pas du tout certain que Barack Obama voudra achever sa présidence sur un geste si ouvertement subversif. Il est dès lors presque assuré que la France échouera, là encore.

Depuis de nombreuses années, la France semble avoir construit toute sa politique étrangère en s'alignant sur l'Organisation de coopération islamique (OCI): 56 pays islamiques plus les Palestiniens. Au départ, les rêves de la France ont été de se substituer à l'Amérique en position de puissance mondiale, de bénéficier d'un pétrole bon marché, de passer des contrats avec des pays islamiques riches en pétrole, et de pouvoir échapper au terrorisme intérieur. La France a vu tous ses rêves se briser. Il est évident que la France a des problèmes plus urgents à résoudre.

La France persiste néanmoins parce qu'elle sait que ses problèmes sont probablement impossibles à résoudre, et entend désespérément limiter les dégâts.

Dans les années 1950, la France était différente de ce qu'elle est aujourd'hui. Elle était une [amie](#) d'Israël. La « cause palestinienne » n'existait pas. La guerre en Algérie faisait rage, et en leur grande majorité, les politiciens français n'auraient pas serré la main de terroristes non repentis.

Tout a changé avec la fin de la guerre d'Algérie. Charles de Gaulle a abandonné l'Algérie à un mouvement terroriste appelé le Front de libération nationale. Il a ensuite procédé à une réorientation stratégique de la politique étrangère de la France, et mis en place ce qu'il a appelé la « politique arabe de la France ».

La France a signé des accords commerciaux et militaires avec diverses dictatures arabes. Pour séduire ses nouveaux amis, elle a adopté avec empressement une politique anti-israélienne. Lorsque, dans les années 1970, les Palestiniens ont inventé le terrorisme moderne, pratiqué le détournement d'avion, perpétré le meurtre d'athlètes israéliens aux Jeux olympiques de Munich de 1972, la « cause palestinienne » est devenue une « cause sacrée » et un outil utile pour avoir de l'influence dans le monde arabe, et la France a adopté la « cause » et est devenue très « [pro-palestinienne](#) ».

Les Palestiniens ont commencé à utiliser le terrorisme international, et la France a choisi d'accepter ce terrorisme pour autant que la France ne soit pas touchée. Dans le même temps, la France a accueilli une immigration de masse venue du monde arabo-musulman, bien sûr imprégnée de la volonté musulmane d'épandre l'islam. La population musulmane en France a, depuis, connu une expansion numérique, [sans s'assimiler](#).

La France ne l'a pas perçu à l'époque, mais elle s'est placée dans un piège, et le piège se referme.

La population musulmane française est anti-française en ce qu'elle [refuse les valeurs](#) judéo-chrétiennes, et n'est favorable à la France que dans la stricte mesure où la France [se soumet](#) aux exigences de l'islam. Les musulmans français étant pro-palestiniens, il ne devrait théoriquement pas y avoir de problème. Mais la France a sous-estimé les effets de la montée de l'islam radical dans le monde musulman et au-delà.

De plus en plus, les musulmans français se considèrent d'abord et [avant tout](#)

[musulmans](#). Nombre d'entre eux considèrent que l'Occident est en guerre avec l'Islam; ils voient la France et Israël comme faisant partie de l'Occident, et sont dès lors en guerre avec l'un et l'autre pays. Ils discernent que la France est anti-israélienne et pro-palestinienne, mais ils discernent aussi que des hommes politiques français entretiennent des liens avec Israël, et ils en déduisent que la France n'est pas assez anti-israélienne et pro-palestinienne.

Ils voient que la France tolère le terrorisme palestinien et ne comprennent apparemment pas pourquoi la France combat le terrorisme islamique ailleurs.

Pour plaire à ses musulmans, le gouvernement français considère qu'il n'a pas d'autre choix que d'être aussi pro-palestinien et anti-israélien que possible – même si cette politique semble peu populaire dans les sondages.

Le gouvernement français considère qu'il ne peut pas empêcher ce qui ressemble de plus en plus à un désastre imminent. Ce désastre est déjà en cours.

Le gouvernement français espère au moins pouvoir retarder une catastrophe plus grave, et éviter une guerre civile. Il espère que les « zones interdites » n'exploreront pas – du moins pas dans l'immédiat.

La France compte aujourd'hui six millions de musulmans, soit 10% de sa population, et le pourcentage s'accroît. Les sondages montrent qu'[un tiers](#) des musulmans français veulent l'application intégrale de la charia islamique. Ils montrent également qu'[une majorité](#) écrasante des musulmans français sont en faveur du djihad, et en particulier du djihad contre Israël, un pays qu'ils aimeraient voir effacé de la surface de la terre.

La principale organisation musulmane française, l'Union des Organisations Islamiques de France, est la branche française des [Frères Musulmans](#), un mouvement qui devrait être considéré comme une organisation terroriste, vu son souhait non dissimulé de renverser les gouvernements occidentaux.

Les Frères musulmans sont principalement financés par le [Qatar](#), un pays qui investit massivement en France – et qui vit néanmoins à l'abri d'une base aérienne américaine.

Les [Juifs quittent la France](#) en nombre important, et les départs ne s'arrêtent pas. [Sammy Ghozlan](#), président du Bureau national de vigilance contre l'antisémitisme, a répété pendant de nombreuses années qu'« il vaut mieux partir que fuir ». Il s'est fait agresser. Sa voiture a été incendiée. Il est parti, et vit maintenant en Israël.

Le reste de la population française voit clairement l'extrême gravité de ce qui se passe. Certains Français sont en colère et en état de révolte; d'autres semblent résignés au pire: une prise de [contrôle](#) de l'Europe par l'Islam.

Les prochaines élections françaises auront lieu en mai 2017. Le Président François Hollande a perdu toute crédibilité et n'a aucune chance d'être réélu. Qui lui succédera aura une tâche difficile.

Les Français semblent ont perdu confiance en Nicolas Sarkozy, et ils auront à choisir entre Marine Le Pen et François Fillon.

Marine Le Pen est la candidate du Front national, mouvement d'extrême-droite.

François Fillon, candidat de la droite modérée, a récemment [déclaré](#) que le « sectarisme islamique » crée « des problèmes en France ». Mais il a également [déclaré](#) voici peu que si un Etat palestinien n'est pas créé très bientôt, Israël sera « la principale menace pour la paix mondiale ».

Il y a trois ans, le philosophe français Alain Finkielkraut a publié un livre intitulé *L'identité malheureuse*, dans lequel il décrit les dangers inhérents à l'Islamisation de la France et les désordres majeurs qui en découlent. Juppé avait choisi un slogan de campagne destiné à contredire Finkielkraut: « L'Identité Heureuse ».

Depuis la parution du livre d'Alain Finkielkraut, d'autres livres pessimistes ont été publiés et sont devenus des best-sellers en France. En octobre 2014, le chroniqueur Eric Zemmour a publié *Le suicide français*. Il a publié aussi, voici quelques semaines, un autre livre, *Un quinquennat pour rien*. Il y décrit ce qui



arrive à la France en trois mots: « invasion, colonisation, explosion ». Zemmour définit l'arrivée de millions de musulmans en France au cours des cinq dernières décennies comme une invasion et l'arrivée récente de hordes de migrants comme la suite de cette invasion.

Il décrit la création de « zones interdites » comme la création de territoires islamiques sur le sol français, et comme relevant d'un processus de colonisation.

Il écrit que les éruptions de violence qui se propagent sont des signes d'une explosion imminente, et que, tôt ou tard, la révolte gagnera du terrain.

Un autre livre, *Les cloches sonneront-elles encore demain?*, a été récemment publié par Philippe de Villiers, ancien membre du gouvernement français.

Villiers y note la disparition des églises en France, et leur remplacement par des mosquées. Il mentionne également la présence dans des « zones interdites » de [milliers d'armes de guerre](#) (fusils d'assaut AK-47, pistolets Tokarev, armes antichars M80 Zolja, etc.). Il ajoute que les armes ne seront probablement pas utilisées, car les islamistes ont d'ores et déjà gagné.



Dans son nouveau livre, *Les cloches sonneront-elles encore demain?*, Philippe de Villiers note la disparition des églises en France, et leur remplacement par des mosquées. La photo ci dessus: Le 3 août, la police française anti-émeute a trainé un prêtre et sa congrégation hors de l'église Sainte Rita à Paris, avant sa démolition. La dirigeante du Front National Marine Le Pen a déclaré, furieuse: « Et s'ils construisaient des parkings à la place des mosquées salafistes, et non à la place des églises? » (Source de la photo: RT video, capture d'écran).

Le 13 novembre, la France a [commémoré](#) le premier anniversaire des attentats commis à Paris. Des plaques ont été posées à chacun des endroits où des gens ont été tués. Les plaques disent: « A la mémoire des victimes blessées ou assassinées lors des attentats ». Aucune mention de la barbarie djihadiste ne figure. Dans la soirée, le Bataclan a ouvert à nouveau ses portes, avec un [concert de Sting](#). La dernière chanson du concert s'appelait *Inshallah*: « si Allah le veut ». La direction du

Bataclan a [interdit](#) à deux membres du groupe américain Eagles of Death Metal, qui était sur scène quand l'attaque a eu lieu, d'entrer dans la salle. Quelques semaines après les attentats, Jesse Hughes, le chanteur du groupe, avait osé critiquer les Musulmans impliqués et présents. Le directeur du Bataclan a [déclaré](#) concernant Hughes : « Il est des choses qu'on ne peut pardonner ».

Traduction du texte original [France on the Verge of Total Collapse](#)

[\\_https://fr.gatestoneinstitute.org/9498/france-effondrement](https://fr.gatestoneinstitute.org/9498/france-effondrement)